

Nous sommes maintenant en train d'étudier les moyens par lesquels le gouvernement canadien pourrait avoir un impact positif, probablement mineur mais positif, sur la réalisation d'une situation de stabilité et de paix en Amérique latine.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Elle concerne certaines observations contradictoires faites par le ministre des Finances. L'autre jour, ce dernier a pris la parole devant la Fondation canadienne d'études fiscales et il a signalé que le gouvernement était déterminé à sabrer dans les nombreuses concessions fiscales dont jouissent les grandes sociétés. Un peu plus tard, le même jour, il a dit que le gouvernement envisageait également de créer de nouvelles concessions fiscales pour remplacer le système des subventions directes aux entreprises. Le premier ministre peut-il nous expliquer quelle est, des deux, la nouvelle politique du gouvernement? A-t-il sabré ou non dans les concessions fiscales dont jouissent les sociétés?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'y avait, à mon avis, aucune confusion possible dans les déclarations du ministre des Finances. Tout ce qu'il a voulu dire, c'est que nous avons hérité du gouvernement précédent un régime fiscal assez confus qui comporte manifestement certaines injustices. Il explore les moyens de simplifier et d'éclaircir le régime fiscal. Ce faisant, je suppose, nous examinerons certains aspects précis dont parle le député. Je ne vois rien de contradictoire dans ses déclarations. Mon collègue s'efforce de rendre notre régime fiscal un peu plus juste.

● (1430)

LA VISITE DU MINISTRE AUX ÉTATS-UNIS

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, le ministre des Finances se trouve aujourd'hui à Washington, où il a déclaré qu'il examine les plans américains relatifs au régime fiscal des sociétés. Si les États-Unis diminuent leur taux d'imposition pour les sociétés ou créent de nouvelles échappatoires, le Canada sera obligé de faire de même. Non content de s'aligner sur les États-Unis pour sa politique de taux d'intérêt, le gouvernement prévoit-il également d'adopter la politique fiscale de ce pays à l'égard des grandes sociétés?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Contrairement au gouvernement précédent, au lieu de tenir nos amis coupables de tous nos problèmes, nous les consultons pour voir si nous pouvons conjointement y trouver une solution.

M. Deans: Comme au Manitoba?

M. Mulroney: Le ministre effectue aujourd'hui un voyage important pour s'entretenir avec le secrétaire Regan. En cours de route, je suppose qu'il sera mis au courant de certains changements que le Congrès envisage d'apporter au régime fiscal

Questions orales

américain. Il est possible que le Canada apprenne quelque chose hors de ses frontières. C'est possible.

* * *

[Français]

LA CULTURE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, j'aurais voulu adresser ma première question à l'honorable ministre des Communications (M. Masse), mais devant l'urgence du sujet et son absence temporaire, parce que je pense bien qu'il est actuellement occupé, je me dois quand même de poser cette question au très honorable premier ministre du Canada.

Ce matin, non sans nous jeter dans l'émoi à travers tout le Canada, et surtout tous les milieux culturels, nous voyons le nouvel exposé de ce qui semblerait être la nouvelle politique du ministre des Communications, lorsqu'il dit, comme le rapporte un article magistral de M. Hugh Winsor du journal *The Globe and Mail*, et je cite:

[Traduction]

... le gouvernement conservateur remet en question l'indépendance que les gouvernements précédents ont toujours gardée vis-à-vis de Radio-Canada et d'autres organismes culturels et il s'apprête à prendre en main la politique culturelle.

[Français]

Monsieur le Président, le très honorable premier ministre pourrait-il confirmer à la Chambre si c'est le nouvel exposé de la politique du nouveau gouvernement sous son habile direction? J'espère que tous ses collègues le croient.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je réponds avec empressement, monsieur le Président, parce que je veux éviter, à tout prix, que l'honorable député soit jeté dans l'émoi. C'était extrêmement important.

Effectivement, j'ai lu l'article en question et j'ai vu que les citations textuelles du ministre se font rares, mais il y en a une où l'honorable ministre des Communications (M. Masse) dit:

[Traduction]

En tant que ministre, je tiens à m'assurer que le plus d'argent possible aille aux artistes et que le moins possible soit bloqué par les bureaucrates ou serve aux frais d'administration.

[Français]

Je pense que c'est effectivement le but du ministre, savoir d'octroyer le plus grand nombre de ressources possible aux communautés culturelles sans direction de la part du gouvernement.

M. Prud'homme: Monsieur le Président, dans ma première question supplémentaire, j'aimerais demander au très honorable premier ministre si on peut réconcilier ce qui semble, et quand je dis que nous sommes dans l'émoi, je parle, je pense, au nom de près de 250,000 personnes qui relèvent directement de la culture et de plus de 200,000 autres qui, indirectement, relèvent de cette grande industrie culturelle. Dans un exposé de la politique du gouvernement...